

■ Les députés belges tentent de s'entendre sur une résolution condamnant les crimes commis contre les Ouïghours au Xinjiang.

■ Qelbinur Sidik, réfugiée aux Pays-Bas, leur a raconté comment elle avait été engagée pour enseigner le chinois dans les camps de rééducation. Et comment elle a été stérilisée contre sa volonté.

Qelbinur Sidik, “professeure en enfer”

Les mots de Qelbinur Sidik qui témoignent d'une violence inouïe, sa voix gutturale qui tremble par moments : l'émotion a gagné la commission des Relations extérieures de la Chambre lorsqu'elle est venue y livrer des tranches de sa vie. C'était le 18 mai dernier. Enseignante, originaire du Xinjiang, elle y a parlé de sa mutation dans un camp de rééducation en tant que professeure de chinois, des détenus torturés, de la stérilisation dont elle a été victime, du travail forcé dans l'entreprise de son mari, du cadre han installé sous son toit et qui l'a harassée, des dix familles voisines qui ont disparu, des conditions de son départ vers l'Europe.

Ce récit a permis aux députés belges, qui essaient toujours de s'entendre sur une résolution condamnant les crimes commis par les autorités chinoises contre les Ouïghours et autres minorités du Xinjiang, d'illustrer les rapports des chercheurs et des organisations de défense des droits de l'homme ainsi que les avis d'experts juridiques à leur disposition. Ils ont pu entendre un témoignage de première main, alors que la chape de plomb qui s'est abattue sur la Région autonome ouïghoure empêche l'immense majorité des victimes de parler et de sortir de Chine. Ils auront pu se forger leur idée, sachant que le régime rend tout travail journalistique et académique sur place impossible.

Sa vérité, M^{me} Sidik l'avait couchée sur papier l'an dernier, après être arrivée aux Pays-Bas, puis fait traduire en anglais par la Dutch Uyghur Human Rights Foundation il y a trois mois. *J'étais professeure en enfer*, c'est son titre.

De l'école au camp

Qelbinur Sidik, 52 ans, est née à Urumqi, dans une famille influente du Xinjiang, mi-ouzbèke mi-ouïghoure. Ses parents étaient bien considérés, ils

avaient fait le choix de s'installer en République populaire de Chine, explique une de ses connaissances. Diplômée d'université, elle a entamé une longue carrière d'enseignante. Mais, le 28 février 2017, sa vie a pris un tour dramatique.

Elle a été convoquée *“à une réunion très importante”* avec une poignée de collègues d'autres écoles. *“On nous a dit que nous étions désignés pour enseigner la langue à des analphabètes. Nous avons dû compléter plusieurs formulaires, signer un document dans lequel nous nous obligions à respecter le secret : il nous était interdit de raconter où nous allions et ce que nous faisons, faute de quoi nous encourrions de graves conséquences.”*

Dès le lendemain, elle a été conduite par un policier dans un centre de rééducation, pour hommes essentiellement, placé sous haute surveillance à Cangfanggou. *“C'était un immeuble de quatre étages, encerclé de murs élevés et de fils barbelés. Partout il y avait des soldats et des policiers armés. Cela ne ressemblait pas à l'école dont on nous avait parlé lors de la réunion...”* C'est à des prisonniers, enchaînés, qu'elle est chargée d'enseigner le mandarin *“six heures par jour”*. Sa mission n'a aucun sens, beaucoup de ses “élèves” parlent la langue. Elle les abreuvait de propagande politique.

Sous prétexte de lutter contre le terrorisme, les autorités communistes ont ouvert dès 2017 des centres de rééducation destinés à *“déradicaliser”* les Ouïghours. Avoir un contact ou de la famille à l'étranger, disposer de l'application WhatsApp sur son téléphone ou porter la barbe suffit à être envoyé en camp. Des intellectuels, des professeurs d'université, des artistes, des hommes d'affaires disparaissent eux aussi à tour de bras. Les experts

évaluent à près de trois millions le nombre de personnes passées par ces effroyables établissements que les autorités chinoises continuent à présenter comme des *“centres d'éducation et de formation professionnelle”*, *“des écoles par nature”*, qui *“garantissent pleinement la liberté personnelle et la dignité humaine des stagiaires”*, comme on peut le lire sur le site de l'ambassade de Chine en Belgique.

Qelbinur Sidik entend pourtant souvent des cris de douleur s'échapper du sous-sol. Compression du crâne, chaises électriques, gants en métal, aiguilles à insérer sous les ongles, matraques électriques, humiliation sexuelle : un policier lui a confié un jour, sous le sceau du secret, les différents types de torture pratiqués ici. *“Les gardiens dans les camps ne considèrent pas les Ouïghours comme des humains, ils aiment les frapper, les torturer, les maltraiter, les faire courir comme des chiens, les tuer”*, a affirmé M^{me} Sidik

en commission de la Chambre. *“Mes yeux s'emplissent de larmes lorsque je pense à leurs visages.”*

Des violences sexuelles

Le 1^{er} septembre 2017, elle est conduite dans un camp pour femmes, dans le district de Hongmiaozi. Une soi-disant maison pour personnes âgées, était-il indiqué sur la devanture de l'immeuble de six étages. *“Certaines femmes venaient de se marier, certaines venaient d'accoucher, certaines étaient des étudiantes qui avaient dû rentrer au pays de l'étranger et, à peine arrivées, ont été enfermées dans les camps sans avoir pu voir leur famille, a-t-elle rapporté. Elles étaient obligées de prendre des médicaments afin d'arrêter leurs menstruations et elles étaient également vaccinées.”* L'une d'elles conti-

“J'ai vu des choses affreuses, je ne pouvais pas le supporter, ma santé mentale et physique s'est détériorée.”